



LA FHF DECLARE LA GUERRE AUX HOSPITALIERS !

« **Tais et bosse !** » C'est en substance le message que nous adressent la Fédération Hospitalière de France et les directeurs.

Les réformes scélérates liées à la loi Hôpital Patients Santé et Territoires (HPST), Tarification à l'Activité (T2A), l'Etat Prévisionnel et des Recettes (EPRD) avaient déjà lourdement impactées l'organisation et l'offre de soins.

La maîtrise des coûts (4 milliards d'euros en 10 ans d'efforts « d'efficience », s'est faite sur le dos des personnels, et en répercussion, sur celui des usagers.

Les emplois sont devenus la principale variable d'ajustement des patrons du public pour équilibrer les budgets et être les bons élèves des ARS. Dans le même temps, l'activité des établissements s'est considérablement accrue si bien que nombre des services et établissements fonctionnent aujourd'hui en « *mode dégradé* » : Equipe exsangues, difficultés pour la pose de congés et repos, rappels au domicile, passage en 12h00, souffrance au travail, perte du sens du travail, précarisation des emplois... Les personnels s'échinent au quotidien à maintenir des soins décentes dans des conditions de plus en plus périlleuses, à l'hôpital jusqu'à l'épuisement professionnel.

La FHF se félicite de la « *remarquable capacité d'adaptation* » des établissements et les directeurs se posent en véritable bras armés du gouvernement pour participer au plan d'économie de 50 milliards d'euros annoncé par le premier ministre Valls.

Avec 7 propositions, présentées comme une véritable feuille de route pour le gouvernement, la FHF entend réaliser, en 5 ans, cinq à sept milliards d'économies, essentiellement sur le dos des personnels. Les directeurs demandent au gouvernement de faire sauter quelques verrous pour leur permettre d'intensifier la maîtrise de la masse salariale engagée.

- Diminution du coût de l'heure de travail (gel des avancements, du point indiciaire, arrêt des revalorisations catégorielles.....)
- Réduction des jours de RTT (certains ayant déjà perdu des RTT)
- Diminution du coût des expertises (objectif : réduire les marges de manœuvre des représentants du personnel pour agir contre la souffrance au travail)
- Réduction de l'intérim pour les personnels médicaux
- Glissement de tâches (actes médicaux glissants vers les paramédicaux)
- Réduction drastique (50%) des personnels des ARS
- Attaques sur les statuts des personnels médicaux et non médicaux pour rendre les professionnels plus corvéables
- Externalisation/privatisation des fonctions supports, c'est-à-dire les services logistiques, médico-techniques et administratifs

Le syndicat SUD Santé AP-HP réitère son souhait de voir les autres organisations syndicales et les appelle à **construire, dans l'unité la plus large, un mouvement durable, seul capable de faire reculer le rouleau compresseur du gouvernement, et localement.**

SUD Santé AP-HP salue et soutient l'initiative de l'intersyndicale SUD Santé Sociaux et CGT **d'une assemblée générale des hôpitaux en lutte** qui s'est tenue le 4 avril dernier. Elle a réuni plus de quarante établissements qui appellent à une nouvelle assemblée le **22 mai à Paris** au sein de l'hôtel Dieu.

SUD Santé AP-HP appelle les personnels des établissements à se réunir, s'organiser en comités de lutte dans la perspective d'un mouvement national coordonné, avec leurs collègues du secteur sanitaire, social et médico-social du privé qui subissent la même politique et les mêmes effets.